



MAITRE D'OUVRAGE :

Hospices Civils de Lyon
3 Quai des Célestins
69002 LYON

MAITRE D'ŒUVRE :

OTEIS
53 rue Jean Zay
CS 60089
69802 Saint Priest

PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS

(opération catégorie 2)

OPERATION :

HCL

Remplacement du poste de livraison LP1

Bâtiment 3H1 - Opération HCL : 36 0265 C

165 Chemin du Grand Revoyet,

69495 Pierre-Bénite

VERSION 1 DU 28/11/2023

PREAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la loi 93-1418 du 31/12/1993 et son décret d'application 94-1159 du 26/12/1994, modifié par le décret 2003-68 du 24/01/2003.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention suivant l'article L.4121-2 du code du travail :

- a) Éviter les risques ;
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c) Combattre les risques à la source ;
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L.1152-1 et L.1153-1 ;
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes a, b, c, e, f, g et h sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Les principes a, b, c, d, e, f, g, h, et i sont applicables à l'entreprise et sous traitant.

Les principes a, b, c, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer, notamment, sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce document ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.

Le plan général de coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Le registre-journal de coordination (RJC) original est conservé par Qualiconsult Sécurité. Il est tenu à disposition de tous, sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

Toute entreprise titulaire doit, dès sa désignation, prendre contact avec le coordonnateur SPS afin de convenir d'un rendez-vous sur le site pour réaliser l'Inspection Commune et transmettre son Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.

HISTORIQUE DU DOCUMENT

Indice	Date	Objet
1	28/11/2023	Initialisation du PGC

SOMMAIRE

1.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX	5
1.1	Coordonnées des intervenants	5
1.2	Description sommaire de l'opération	6
1.3	Allotissement du marché de travaux	6
1.4	Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – Catégorie de l'opération	6
2.	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	7
2.1	Plan d'installation de chantier	7
2.2	Cantonnements de chantier	7
2.3	Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier	8
2.4	Consignation des réseaux existants	9
2.5	Branchements de chantier	9
2.6	Clôtures et accès chantier – Panneaux de chantier	9
3.	MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE – SUGGESTIONS QUI EN DECOULENT	10
3.1	Relations entre le CSPS, le MOA et les entreprises	10
3.2	Registre de sécurité	11
3.3	Horaires de chantier	11
3.4	Circulations horizontales	11
3.5	Zones de stockage	11
3.6	Maintien de la propreté sur le chantier	12
3.7	Evacuation des déchets	12
3.8	Modes opératoires	13
3.9	Equipements de protection collective	14
4.	ORGANISATION DES SECOURS	16
4.1	Procédure – Accès	16
4.2	Téléphone	16
4.3	Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	16
4.4	Trousse de secours	16
4.5	Fiche d'appel « en cas d'accident »	17

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1.1 Coordonnées des intervenants

Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone
Hospices Civils de Lyon	165 Chemin du Grand Revoyet, 69495 Pierre-Bénite	Laurent BESSES	Tél : 04 78 56 90 94 Port : 06 80 24 84 09

Maître d'œuvre	Adresse	Représentant	Téléphone
OTEIS	53 rue Jean Zay CS 60089 69802 Saint Priest	Thomas BERTHOD Arnaud NURDIN	Tél : 04 72 79 34 15 Port : 07 88 48 24 39

Coordonnateur SPS en phase conception	Adresse	Représentant	Téléphone - Fax
QUALICONSULT SECURITE	Parc de Crécy 5b rue Claude Chappe 69771 ST-DIDIER AU MONT D'OR CEDEX	Frédéric BONNEAU	Tél. : 0472198130 Port : 0668265831
Coordonnateur SPS en phase réalisation	Adresse	Représentant	Téléphone - Fax
QUALICONSULT SECURITE	Parc de Crécy 5b rue Claude Chappe 69771 ST-DIDIER AU MONT D'OR CEDEX	Frédéric BONNEAU	Tél. : 0472198130 Port : 0668265831

Inspection du Travail	Adresse	Représentant	Téléphone - Fax
DREETS UC1	8/10 Rue du Nord 69100 VILLEURBANNE		Tel : 04 72 65 58 42

CARSAT	Adresse	Représentant	Téléphone - Fax
Antenne du Service Prévention	26 rue d'Aubigny 69436 LYON CEDEX 03		Tél. : 0472919696

OPPBTP	Adresse	Représentant	Téléphone - Fax
Agence Auvergne Rhône-Alpes	45 avenue Leclerc 69007 LYON		Tél. : 0478373602

1.2 Description sommaire de l'opération

Le marché de travaux a pour objet :

Réfection de l'intérieur du local haute tension

Changement des menuiseries extérieur

Dépose et repose d'équipements électriques

1.3 Allotissement du marché de travaux

Lot unique : Electricité

1.4 Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – Catégorie de l'opération

- **Début de la mission :** Novembre 2023
- **Durée prévisible d'exécution des travaux :** 2 mois (date de démarrage à préciser)
- **Effectif moyen prévu :** 5 ouvriers / jour
- **Catégorie de l'opération :** le chantier est classé en catégorie 2

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1 Plan d'installation de chantier

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** établira un plan d'installation de chantier (PIC) qui devra préciser, pour chaque phase de l'opération :

- Le tracé des clôtures de chantier (le cas échéant), avec implantation des accès véhicules et piétons,
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les réponses aux DICT,
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier,
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par l'opération,
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires (signalisation) et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux,
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules,
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets,
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement,
- L'implantation des zones de stockage,

2.2 Cantonnements de chantier

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** devra la mise en place d'une base-vie de chantier, en lien avec la réglementation en vigueur.

Ou, les sanitaires et le réfectoire seront mis à disposition par l'exploitant

Cette base-vie comprend notamment :

Réfectoire

D'une surface minimale de 1,5 m² par personne, le local à usage de réfectoire doit être correctement éclairé par de la lumière naturelle, correctement ventilé par un dispositif d'extraction d'air relié à l'extérieur, correctement chauffé et dument équipé (tables et chaises en nombre suffisant, chauffe-gamelles électrique ou four à micro-ondes, réfrigérateurs, éviers. L'eau doit être potable et sa température doit être réglable.

Effectif de pointe : 5 personnes

Sanitaires

Sur la base d'un urinoir et d'un WC pour 20 personnes, d'un lavabo pour 10 personnes, les sanitaires doivent être correctement éclairés, correctement ventilés par un dispositif d'extraction d'air relié à l'extérieur, correctement chauffés et dument équipés (miroirs, papier toilette, papier essuie-mains, savon). L'eau doit être potable et sa température doit être réglable.

Effectif de pointe : 5 personnes

Salle de réunion

Sans objet

2.3 Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Les accès au chantier seront clairement identifiés et interdits aux tiers, par mise en place de panneaux interdisant l'accès au public.

Chaque entreprise, y compris sous-traitants, devra tenir à jour sur site une liste de tous son personnel salarié et intérimaires et veillera à ce que l'ensemble de ces personnels soit en règle sur le plan administratif.

Chaque entreprise devra rendre facilement identifiable son personnel comme celui de ses éventuels sous-traitants (badge nominatif avec photo – carte professionnelle du BTP, rendue obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2017).

Chaque entreprise devra effectuer un autocontrôle journalier des dispositions ci-dessus et sera tenue d'interdire l'accès au site aux personnels non autorisés, y comprise de ses sous-traitants.

Le coordonnateur SPS se réserve le droit de demander aux personnels d'une entreprise non déclarée de quitter sans délai le chantier.

Les visites de chantiers par des personnes extérieures au chantier sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage.

2.4 Consignation des réseaux existants

Avant tout début des travaux, **l'exploitant** fera consigner l'ensemble des installations électriques, eau, gaz et autres fluides, situés dans l'emprise des travaux.

L'exploitant procédera ou fera procéder, sous sa responsabilité et à ses frais, à un marquage ou à un piquetage au sol permettant, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale de l'emprise des travaux et susceptible, compte-tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux. Ce marquage (ou piquetage) sera maintenu en bon état tout au long du chantier par l'entreprise titulaire du **lot Electricité**

Un procès-verbal, établi après consignation de chacun des réseaux, sera transmis au coordonnateur SPS ainsi qu'au Maître d'œuvre, avant démarrage effectif des travaux de sondage, curage, démolition, terrassement, etc.

Toutes les installations existantes maintenues sous-tension ou sous-pression devront être repérées par mise en œuvre d'un marquage adéquat. Les réseaux seront protégés dans des fourreaux en plastique dont le code couleur sera adapté en fonction du fluide (rouge = électricité ; bleu = eau ; jaune = gaz ; vert = télécom, etc.).

2.5 Branchements de chantier

Electricité

L'exploitant a à sa charge la mise à disposition d'un départ électrique 220/380V.

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** a à sa charge et pendant toute la durée de l'opération :

- Le raccordement séparé des cantonnements, le cas échéant,
- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec prises électriques en nombre suffisant, y compris triphasé, ainsi que les réseaux de distribution.

Le nombre de coffrets sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins un coffret à 25 mètres en tous points du chantier.

Les coffrets électriques seront étanches et munis d'un bouton d'arrêt d'urgence. Ils seront en permanence fermés à clé, le branchement des prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.

Le titulaire de l'entreprise du **lot Electricité** a à sa charge la vérification des installations électriques provisoires, réalisée par un organisme agréé.

La maintenance de l'installation électrique provisoire (y compris remplacement des ampoules et luminaires, autant de fois que nécessaire) sera réalisée par l'entreprise titulaire du **lot Electricité**.

Alimentation en eau potable

L'exploitant a à sa charge la mise à disposition de l'AEP.

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** a à sa charge le branchement en eau potable, depuis la vanne d'arrêt général, et la réalisation du réseau provisoire du chantier situé à l'extérieur du bâtiment et des cantonnements, avec points de puisage, vannes de coupure, comptage ou sous-comptage éventuel, mise hors gel des réseaux.

La maintenance de l'installation d'AEP (y compris remplacement de tout ou partie du réseau) sera réalisée par l'entreprise titulaire du **lot Electricité**.

2.6 Clôtures et accès chantier – Panneaux de chantier

Clôture

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** devra la réalisation d'une clôture en périphérie des zones de chantier. Ces clôtures seront de type treillis soudé dans un cadre tubulaire, hauteur 2 mètres, maille de 100 x 250 mm. Les éléments de clôtures seront maintenus entre eux par des menottes et seront lestés par des plots béton.



Les portails et portillons d'accès piétons devront être facilement déplaçable en fonction de l'évolution des travaux.

L'attention de l'entreprise titulaire du **lot Electricité** est attirée sur le fait que l'implantation des clôtures de chantier doit être coordonnée en lien avec l'établissement en exploitation.

L'ensemble des éléments ci-dessus devra être stable aux vents.

Accès piétons

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** a à sa charge la mise en œuvre et la dépose des accès piéton à l'emprise du chantier. Cet accès se fera suivant les prescriptions de **l'exploitant**.

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** mettra en place un cheminement propre et sécurisé donnant accès aux cantonnements, depuis la limite de l'emprise de chantier.

Accès véhicules et engins

L'accès au chantier se fera obligatoirement en marche avant, de même que la sortie de chantier à l'intérieur du site.

A chaque entrée ou sortie, l'entreprise ayant emprunté l'accès véhicule (même si celui-ci était déjà ouvert) sera tenue de fermer le portail.

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** devra mettre en place du personnel nécessaire pour assurer la sécurité lors des entrées et sorties des véhicules dont la visibilité pourrait être réduite. Ce personnel devra être obligatoirement vêtu d'un vêtement haute-visibilité **orange** avec bandes réfléchissantes.

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE – SUGGESTIONS QUI EN DECOULENT

3.1 Relations entre le CSPS, le MOA et les entreprises

Autorité et moyens donnés au coordonnateur SPS par le Maître d'Ouvrage – conditions de coopération entre les intervenants.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS par écrit ou par courriel de l'agrément de chaque entreprise sous-traitante. Le CSPS sera autorisé à ne pas laisser accéder au chantier les sous-traitants dont l'agrément n'aura pas été porté à sa connaissance.

Le MOA donnera accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération

Le CSPS aura autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité à arrêter seul le chantier : s'il le juge nécessaire, il adressera cette demande, par courriel au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le chantier, de prendre en compte, sans délai, les demandes du CSPS.

Les comptes-rendus d'intervention ou d'inspection commune seront diffusés par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement destinataires. Les intervenants

concernés seront tenus de viser ces fiches par retour de mail (si elles ne l'ont pas été directement sur chantier), en apportant, en réponse, les commentaires éventuels et justificatifs demandés.

Les intervenants transmettront au CSPS leurs documents au format PDF.

Non respect des dispositions du code du travail

Le non respect des dispositions figurant au code du travail, code de la santé publique, décrets, arrêtés d'application, etc. peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives ou le Maître d'Ouvrage.

Visite et courrier des organismes officiels de prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24h au CSPS, MOE, MOA, la visite sur chantier d'un représentant de la CARSAT ou de l'inspection du travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24h au CSPS, tout courrier adressé par les organismes officiels de prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

3.2 Registre de sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre registre de sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel et être consultable à tout moment.

Ce registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier,
- Les engins de chantier,
- Les groupes de production autonomes.

Ce registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification, notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc.,
- Du montage d'échafaudages roulants,

3.3 Horaires de chantier

Les horaires de chantier sont établis en fonction des phases de travaux et suivant les consignes de **l'exploitant**.

Cependant, les travaux les plus bruyants devront être exécutés entre 08h00 et 12h00 et entre 14h00 et 17h00.

3.4 Circulations horizontales

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** devra la réalisation et l'entretien pendant toute la durée des travaux, de toutes les circulations provisoires horizontales, pour piétons, véhicules et engins de chantier.

3.5 Zones de stockage

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** devra, pendant toute la durée de l'opération, la réalisation des zones de stockage

3.6 Maintien de la propreté sur le chantier

Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit le nettoyage consécutif à ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et selon les directives du MOE.

En cas de litige avec les entreprises, le MOE pourra faire exécuter des travaux de nettoyage par le gestionnaire à la charge des entrepreneurs présumés responsables.

Chaque entreprise assurera la gestion des déchets de chantier conformément aux lois, décrets et directives en vigueur.

Depuis le 1er juillet 2002, les centres de stockage ne seront autorisés à accueillir que des déchets ultimes. Le transport et le traitement de tous les matériaux déposés ou démolis seront groupés par type de matériaux et feront l'objet d'un bordereau de suivi.

- DECHETS DE CLASSE 1 : DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX : Tri, traitement et évacuation dans un centre de stockage pour déchets industriels spéciaux (Bois traités avec des produits toxiques, amiante friable, peinture et vernis, solvants, colles, huiles, produits bitumineux).
- DECHETS DE CLASSE 2 : DECHETS INDUSTRIELS BANALS : Tri, valorisation ou incinération et évacuation dans un centre de stockage pour les déchets industriels banals (béton cellulaire, fers à béton, métaux, plastiques et pvc, polystyrène, caoutchouc, moquettes, bois non traités, plaques de plâtre.
- DECHETS DE CLASSE 3 : DECHETS INERTES : Tri, valorisation et évacuation dans un centre de stockage pour les déchets inertes (terres et matériaux de terrassement, béton armé et non armé, pierres, parpaings, verres ordinaires, briques, carrelages, faïences, terre cuite et ardoises. Les prix unitaires ci-dessous devront intégrer la gestion des déchets.

Nettoyage des bureaux et cantonnements de chantier

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise titulaire du **lot Electricité** devra organiser le nettoyage régulier des cantonnements de chantier, autant de fois que nécessaire pour assurer un état de propreté constant.

Sur simple constat de la direction de chantier et mise en demeure préalable, ce dernier pourra faire procéder au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise du chantier ou une entreprise extérieure.

3.7 Evacuation des déchets

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** a à sa charge les moyens de tri sélectif et d'évacuation des déchets, nécessaires à la réalisation de tous les travaux de tous les corps d'état, en lien avec le code du travail, dans le respect du planning.

Les bennes à déchets seront mises à disposition de tous les corps d'état par l'entreprise titulaire du **lot Electricité**, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, ou à périodiquement sans pour autant que les bennes soient pleines.

Les bennes devront être recouvertes d'un filet de protection afin de se prémunir de tout envol de déchets sur la voie publique durant le transport.

3.8 Modes opératoires

Analyse des risques – Inspection commune - PPSPS

Avant toute intervention sur le chantier, **chaque entreprise** (y compris sous-traitante) devra contacter le coordonnateur SPS afin de convenir d'un rendez-vous sur chantier pour réaliser l'inspection commune. Cette prise de rendez-vous devra être réalisée au moins 1 semaine à l'avance.

A l'issue de cette inspection commune, **chaque entreprise** (y compris sous-traitante) devra rédiger et remettre au coordonnateur SPS et au MOA un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence sur le chantier.

Chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra informer le CSPS de tout changement dans la nature des travaux à entreprendre et de délais contractuels, ainsi que toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la coactivité ou à la superposition de tâches.

Les personnels formés pour travailler à partir d'un échafaudage de pied seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les personnels autorisés à conduire un engin de chantier seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les personnels formés SST (sauveteur, secouriste du travail) seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise (y compris sous-traitante) complètera son PPSPS par l'ajout de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser en sécurité les différents types de travaux, en particulier :

- travaux en hauteur
- gestion de la coactivité

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant travaux pour harmonisation des PPSPS de l'opération.

Amiante

Présence de matériaux amiantés suivant rapport de mission de repérage des MPCA avant démolition :

- AC Environnement / Rapport N° 002ER101673 du 12/05/2022
-

Ce rapport sera transmis à toutes les entreprises.

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans le bâtiment, seront repérés par l'entreprise chargée du désamiantage, au moyen d'un étiquetage réglementaire. Elle assurera le remplacement de cet étiquetage en cas de disparition.

L'entreprise titulaire du désamiantage devra être obligatoirement qualifiée 1552 QUALIBAT (ou équivalent AFNOR Certification) pour satisfaire aux dispositions réglementaires du décret du 4 mai 2012, établira un plan de retrait amiante (PRA) pour l'enlèvement des matériaux contenant des fibres d'amiante.

L'entreprise titulaire du désamiantage transmettra au CSPS une copie des accusés de réception du plan de retrait suite à l'envoi aux organismes officiels de prévention. Les travaux ne pourront débuter que 30 jours calendaires après la date la plus récente figurant sur les accusés de réception.

Les dispositions figurant dans le plan de retrait devront être conformes aux préconisations portées dans la parution ED 6091 de l'INRS.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

Avant démarrage des travaux de désamiantage (y compris préparations et confinements), l'entreprise titulaire du désamiantage sera tenue d'intégrer dans son plan de retrait toutes les demandes et observations éventuelles des organismes officiels de prévention.

Chaque phase de travaux fera l'objet d'un plan d'installation détaillé, niveau par niveau.

Dans le cas où des personnels n'appartenant pas à l'entreprise titulaire du désamiantage seraient amenés à circuler ou à intervenir à proximité des extracteurs d'air, l'entreprise titulaire du désamiantage devra assurer un isolement phonique pour abaisser le niveau de bruit à moins de 75 dB.

L'entreprise titulaire du désamiantage devra transmettre au CSPS et au MOA les résultats des analyses META environnementales :

- Etat initial (point zéro)
- Mesures réalisées en périphérie des zones de désamiantage
- Fin de travaux, après repli de l'ensemble des installations de désamiantage

Plomb

- Sans objet

Démolition - Curage

Avant démarrage des travaux de démolition, l'entreprise titulaire du **lot Electricité** s'assurera :

- Qu'elle est en possession des inspections visuelles et des analyses environnementales META « fin de travaux » réalisées après désamiantage,
- Qu'elle est en possession de toutes les réponses aux DICT,
- Qu'elle est en possession des PV de consignations de tous les réseaux.

L'entreprise titulaire du lot démolition vérifiera que tous les réseaux, qu'ils soient aériens ou souterrains, aient bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des espaces concernant l'opération.

3.9 Equipements de protection collective

Chaque entreprise rappellera à son personnel, avant le tout début des travaux, les modes opératoires retenus pour l'opération, les risques éventuellement encourus par les opérateurs et l'ensemble des intervenants, ainsi que les mesures de prévention adoptées.

Toute entreprise déposant un équipement de protection collective devra le remplacer par une protection au moins équivalente. En cas de non remise en place d'équipements de protection collective, le Maître d'œuvre appliquera les pénalités prévues au marché de travaux.

Equipements de protection collective contre les chutes de hauteur

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** donnera priorité aux installations de protections définitives, par rapport aux installations provisoires (escaliers, garde-corps).

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** a à sa charge la fourniture, l'installation, la surveillance et la maintenance des équipements de protection collective.

Les trémies seront sécurisées par :

- la mise en œuvre de plaque de métal déployé ou de CP épais spitées en 4 points,
- la mise en œuvre de garde-corps sur la périphérie.

Protections collectives contre le bruit

En cas d'utilisation prolongée de matériels ou engins générateurs de bruit (piquage, sciage, etc.), notamment en milieu clos, l'entreprise titulaire du **lot concerné** devra obligatoirement mettre en œuvre des moyens d'insonorisation.

Sur simple demande de l'agent de contrôle du travail ou du coordonnateur SPS, **chaque entreprise** devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs le dispensent de :

- Réduire le bruit à la source,
- Mettre en place un moyen d'insonorisation,
- Modifier l'organisation du travail,
- Modifier l'implantation des sources de bruit,
- Fournir des équipements de protection individuelle

4. ORGANISATION DES SECOURS

4.1 Procédure – Accès

Le coordonnateur SPS devra être informé par **chaque entreprise** de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de **chaque entreprise**.

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** veillera pendant toute la durée des travaux, à ce que l'accès des pompiers ainsi que des véhicules de secours soit possible à tout moment.
Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement ne sera réalisé sur cet accès.

4.2 Téléphone

L'entreprise titulaire du **lot Electricité** devra afficher la liste des numéros d'appel d'urgence.

4.3 Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)

Obligation de respecter la présence permanente d'une personne formée SST pour 20 travailleurs.

4.4 Trousse de secours

Chaque entreprise devra posséder sur le chantier au moins une boîte de premiers secours (à vérifier régulièrement).

4.5 Fiche d'appel « en cas d'accident »

OPPBTP
La prévention BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)
N° Rue
En face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a lieu nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



ANNEXES

Sans objet